

En mars 2003, les troupes américaines encerclent le camp Ashraf, la principale base militaire des moudjahidin sur le sol irakien, située à l'ouest de la frontière iranienne et à cent kilomètres au nord de Bagdad. Elle abrite 3 850 hommes, du matériel lourd, chars et artillerie. L'armement est confisqué, les soldats restent détenus dans le camp.

Téhéran transmet un message à la Maison Blanche, par l'intermédiaire de Zarif, son ambassadeur aux Nations unies, qui fut au cœur des pourparlers précédents. L'Iran propose d'échanger les responsables d'al-Qaida, qu'il détient depuis l'après-11 Septembre, contre les 3 850 hommes du MEK. « Vos terroristes contre les nôtres », mentionne Zarif.

La proposition fait à la mi-mars l'objet d'une réunion entre Bush et ses principaux conseillers. Cheney, comme toujours, est assis à la droite du Président, dans la Situation Room. Cette salle de conférences, spécialement aménagée, est située dans les sous-sols de la Maison Blanche. Plusieurs pièces l'entourent, sur les murs desquelles sont accrochées de vastes cartes représentant les différentes régions du monde. Les informations transmises chaque matin à la Maison Blanche par les services secrets sont reproduites sur ces cartes. La Situation Room est également pourvue d'un équipement informatique extraordi-

nairement sophistiqué qui permet aux responsables présents dans la pièce d'être reliés en un instant avec n'importe quel point du globe.

Bush, qui a fait de la lutte contre le terrorisme et de l'élimination d'al-Qaida la priorité de son administration, devrait accueillir avec satisfaction cette proposition : les responsables aux mains de Téhéran peuvent fournir des renseignements précieux sur l'organisation et ses objectifs, et permettre d'éviter d'éventuels attentats. Pourtant, il choisit de refuser l'échange, une décision que Cheney résume en déclarant : « Nous devons préserver toutes nos options. »

« Ce groupe aime les États-Unis »

Pour Washington, le MEK n'est pas seulement une « option », il est déjà une réalité ; il possède un bureau dans le bâtiment du très officiel National Press Building, haut lieu de rencontre de toute la presse dans la capitale fédérale américaine.

Le 8 avril 2003, Ileana Ros-Lehtinen, républicaine de Floride, présidente de la sous-commission aux relations internationales consacrée au Proche-Orient et à l'Asie centrale, déclare à propos des moudjahidin : « Ce groupe aime les États-Unis. Ils nous aident dans la guerre contre le terrorisme. Ils sont proaméricains. Ce groupe ne nous a jamais combattus. C'est simplement faux¹. »

À Washington, de nombreuses fées se sont penchées sur le nouveau berceau du MEK : des membres du Congrès, républicains et démocrates confondus, mais aussi des responsables du Pentagone, essentiellement

1. *The Hill*, 8 avril 2003. <http://www.hillnews.com/news/040803/roslehtinen.aspx>

Paul Wolfowitz et Douglas Feith qui voient dans cette organisation l'instrument idéal pour la politique qu'ils souhaitent mener contre l'Iran. Le groupuscule islamo-gauchiste offre un autre atout : il paraît crédible. Son porte-parole à Washington, Jafarzadeh, qui prendra ses distances à la fin de 2003, est l'homme qui a fourni les révélations sur le programme nucléaire iranien.

Le 10 mai 2003, le général Ray Odierno, commandant de la 4^e division d'infanterie stationnée en Irak, déclare : « Je voudrais dire que toute organisation qui remet son équipement aux forces de la Coalition coopère avec nous, et je crois que ceci devrait conduire à réexaminer s'ils sont toujours une organisation terroriste ou non. » Une déclaration bien peu réfléchie, qui révèle l'état d'esprit de plusieurs responsables militaires.

Michael Ledeen a beau dire : « Je ne suis pas homme à approcher à moins de trois cents kilomètres du MEK, ces gens ne sont pas soutenus, ils n'ont aucune légitimité », il sait parfaitement que c'est faux. Les moudjahidin sont choyés, courtisés et Washington est devenu politiquement pour eux un véritable cocon.

Un groupe terroriste n'est pas nécessairement illégal

Juste après la réélection de George W. Bush, le vice-président Cheney déclare le 20 janvier 2005 sur CBS : « Si vous dressez une liste des zones potentielles à problèmes, l'Iran arrive juste en tête. » À la même époque, il demande au directeur de la CIA de réfléchir au moyen d'intégrer les forces des moudjahidin à l'agence de renseignements, pour des opérations de sabotages et d'assassinats menées à l'intérieur de l'Iran.

Maryam Rajjavi et son mouvement, qui ont assassiné dans le passé plusieurs Américains et servi de supplétifs

à Saddam, sont devenus une arme aux mains des faucons qui entourent le président américain. Seul obstacle de taille à une coopération ouverte entre le MEK et l'administration américaine : l'organisation figure depuis 1997 sur la liste des organisations terroristes dressée par le Département d'État. Un classement qui curieusement ne lui interdit pas d'avoir un bureau et des activités dans la capitale américaine. John Ashcroft, ministre ultraconservateur de la Justice, soutient activement le mouvement et un de ses collaborateurs explique cette ambiguïté juridique en déclarant : « Le simple fait qu'un groupe soit désigné comme une organisation terroriste étrangère ne le rend pas nécessairement illégal¹. » Un ange passe. L'organisation est également inscrite sur les registres du ministère de la Justice, en tant que... lobbyiste, une activité où elle excelle.

En janvier 2005, un ancien collaborateur de Ronald Reagan, Raymond Tanter, crée l'Iran Policy Committee, composé d'« anciens officiels de la Maison Blanche, du Département d'État, du Pentagone, des agences de renseignements, des centres de recherches et universités ». Et, omet-il de préciser, de plusieurs représentants importants des industries d'armement. Pour les membres de l'IPC, « l'Iran constitue la principale menace contre les États-Unis et leurs alliés ». Depuis sa création, l'Iran Policy Committee fait pression sur l'Administration pour qu'elle retire le MEK de la liste des groupes terroristes² et que

1. « Iran's Terrorist Group Final Support on Hill », *The Hill*, 2 avril 2003.

Ashcroft Bagdad connection, Michael Isikoff, *Newsweek*, 26 septembre 2002.

2. Michael Moran, « Can Terrorists be Turned into Allies ? » MSNBC.com, 9 mai 2005.

« ces combattants de la liberté (*sic*) soient au cœur de la stratégie suivie pour provoquer un changement de régime en Iran ». Au cours d'une conférence de presse tenue le 21 novembre 2005, Tanter déclare : « Une des options militaires est le Robust Nuclear Earth Penetrator [une bombe nucléaire tactique de grosse taille] qui peut avoir la capacité de détruire efficacement des cibles profondément enfouies. Ces bombes peuvent détruire des tunnels et autres installations souterraines. » Après cette entrée en matière radicale, il ajoute : « La communauté internationale devrait réaliser qu'il n'existe qu'un seul groupe qui fasse peur au régime de Téhéran : les Moudjahidin du peuple et le Conseil national de la résistance iranien, la coalition politique à laquelle appartient le MEK [...]. Ce ne sont pas seulement les meilleures sources de renseignements sur les violations potentielles par l'Iran des règles de non-prolifération ; ce sont aussi de possibles alliés de l'Occident qui apporteront un changement de régime à Téhéran¹. »

Le « choc croissant des civilisations »

La démarche de Tanter est appuyée par Tom Tancredo, représentant du Colorado à la Chambre des représentants. L'homme s'est taillé une réputation en prônant la déportation massive des travailleurs clandestins présents sur le sol des États-Unis, la construction de murs le long des frontières du pays, et la nécessité pour les États-Unis de s'engager dans le « choc croissant des civilisations ». « Je crois, dit-il, que nous ne combattons pas seulement un petit groupe qui a pris en otage une religion, mais une

1. Raymond Tanter, « Press Briefing », National Press Club, Washington, 21 novembre 2005.

civilisation résolue à nous détruire : l'islam radical. L'islam radical est l'ennemi de la chrétienté depuis des siècles¹. » Il a créé, également en 2005, le « Rassemblement pour la démocratie et la Ligue des droits de l'homme en Iran ». Il décrit Maryam Radjavi comme « très charismatique ; elle croit en les droits de la femme, elle croit à la démocratie en Iran. Je soutiens ses efforts. Je comprends que les États-Unis les qualifient d'organisation terroriste, mais vous devez comprendre qu'ils ont été considérés comme tels après que l'administration Clinton a cherché à aboutir à une détente avec l'Iran, avec les mollahs ; ceux-ci ont formulé une seule exigence : que les moudjahidin soient placés sur la liste des organisations terroristes, ce qui a été fait pour des raisons politiques, et nullement parce qu'ils constituent une menace pour les États-Unis² ».

« *Merci, sœur Maryam* »

Au début de mai 2005, le MEK organise une grande manifestation à Washington, au Constitution Hall, pour obtenir d'être reconnu comme le représentant légitime de la résistance. Plusieurs membres du Congrès sont présents. Plusieurs orateurs prennent la parole, dont le capitaine Vivian Gembara de la 4^e division d'infanterie, une juriste qui a négocié le désarmement des moudjahidin en Irak. Elle est la fille d'un officier des Forces spéciales qui fut une véritable légende durant la guerre du Viêt-nam : « C'est tout simplement imprudent, déclare-t-elle, de continuer à exclure le MEK, alors que nous devons

1. Tom Tancredo, « Christian Crusades, Cultural Nationalist and Iran Freedom Fighter », *International Relations Center*, 24 mai 2006.

2. *Ibid.*

faire face à une menace effrayante et beaucoup plus importante en Iran. »

Le 20 octobre 2005, Maryam Radjavi prend la parole au cœur même du Congrès des États-Unis. La présidente autoproclamée de l'Iran s'exprime au Capitole par vidéo, en direct d'Auvers-sur-Oise. Cette femme de 51 ans accueille avec un sourire humble les applaudissements nourris qui ponctuent son apparition. Au terme de son intervention, la représentante démocrate du Texas, Sheila Jackson, lance avec émotion : « Merci, sœur Maryam¹. »

La posture du « combattant de la liberté » est un créneau efficace en termes d'image... En leur temps, Jonas Savimbi en Angola et Massoud en Afghanistan l'ont pratiquée avec succès, obtenant aide financière et armement.

Maryam Radjavi promet exactement ce que ses sympathisants souhaitent entendre. En janvier 2005, elle s'engage à organiser des « élections libres et honnêtes dans les six mois qui suivent le changement de régime, à élire une assemblée constituante, à remettre le soin de diriger les affaires aux représentants élus par le peuple ». Une déclaration admirable que contredit pourtant le rapport publié au même moment par l'organisation des droits de l'homme, « Human Rights Watch ». Vingt-huit pages accablantes qui portent en titre : « No Exit : Human Rights abuser inside the MEK Camp² ». Selon Joe Storck, le directeur à Washington de la division Moyen-Orient de l'organisation : « Le gouvernement iranien détient un record épouvantable en matière de droits de l'homme, mais ce serait une énorme erreur de soutenir un groupe d'opposition qui est responsable d'abus pour ce qui touche aux droits de l'homme. »

1. Michael Rubin, *op. cit.*

2. « Human Rights Watch », rapport de mai 2005, New York.

Le rapport repose sur les témoignages de douze anciens moudjahidin, recueillis entre février et mai 2005. Ils évoquent l'usage de la torture, les mauvais traitements et la mise en détention solitaire après qu'ils ont critiqué les méthodes non démocratiques du mouvement et manifesté leur souhait de le quitter. Deux d'entre eux déclarent avoir été les témoins de la mort de deux prisonniers au cours des interrogatoires. Le MEK, révèlent-ils, a installé dans ses camps irakiens des prisons spéciales où sont détenus les dissidents. Un des témoins déclare avoir été emprisonné huit ans et demi dans ces conditions, un autre cinq ans. Quatre autres, accusés d'opinions déviantes, affirment avoir été sévèrement torturés et contraints à signer de fausses confessions où ils reconnaissaient entretenir des liens avec des agents des services de renseignements iraniens. Trois anciens moudjahidin ont assisté à la mort de Parviz Ahmadi, le commandant d'une unité, décédé en février 1995 après avoir été violemment frappé. Sa mort ne sera annoncée que trois ans plus tard, dans le journal de l'organisation, *Mojahed*, qui le qualifie de « martyr » assassiné par les services iraniens.

Tous les témoignages, enfin, expriment la même évidence : les Moudjahidin du peuple ne sont pas un mouvement politique mais une secte vouée au culte de la personnalité du couple dirigeant.

Le rapport, à peine mentionné dans la presse, passe pratiquement inaperçu. Il faut dire qu'il règne alors à Washington un climat aussi outrancier que celui qui prévalait en 2002-2003 durant les préparatifs militaires contre l'Irak.

« *La CIA attire trop la foudre* »

À l'automne 2004, alors qu'il fait campagne pour sa réélection, arrachée de justesse, George W. Bush déclare à la chaîne d'information Fox News, qui lui fournit un soutien complaisant : « L'Iran ne sera jamais autorisé à posséder l'arme nucléaire¹. » En février 2005, dans son discours solennel sur l'état de l'Union qui exprime les grandes orientations politiques, il revient longuement sur l'Iran qui « demeure aujourd'hui le principal État au monde finançant le terrorisme, poursuivant un programme de développement d'armes nucléaires, tout en privant son peuple de liberté² [...] ». Peu auparavant, le 6 janvier, l'Iran Freedom Support Act, destiné à soutenir une transition vers la démocratie en Iran, est introduit à la Chambre des représentants. Il sera adopté un mois plus tard par le Sénat. Il permet le financement des groupes d'opposition. Au premier rang desquels le MEK, le seul à posséder une structure opérationnelle.

En coulisses, les Moudjahidin du peuple sont une source d'affrontements entre le Département d'État et le Pentagone. Un témoin de ce bras de fer résume la situation : « Les militaires les considèrent comme des potes et les diplomates comme des terroristes³. » Condi Rice reproche à Rumsfeld d'utiliser secrètement les moudjahidin pour des opérations clandestines. Les informations de la secrétaire d'État sont exactes. Ils sont devenus les « Contras iraniens », utilisés dans la plus totale illégalité par le Pentagone et la DIA, les services secrets militaires, pour des activités de guérilla à l'intérieur de l'Iran. La

-
1. Entretien avec Bill O'Reilly, 28 septembre 2004.
 2. « State of the Union Speech », 3 février 2005.
 3. Propos recueillis par l'auteur, avril 2007.

CIA est tenue totalement à l'écart. « Parce qu'elle attire trop la foudre, me déclare un de ses responsables, c'est-à-dire la curiosité et la méfiance du Congrès¹. »

« Notre politique n'a pas changé »

Il n'existe aucune directive présidentielle autorisant de telles opérations. Ce qui permet, en théorie, de court-circuiter d'éventuelles enquêtes menées par le Sénat et la Chambre des représentants. Des camps, contrôlés par les Forces spéciales et installés dans les zones arides qui bordent la frontière iranienne, servent à l'encadrement et à la formation des moudjahidin pour des opérations de sabotages et d'assassinats à l'intérieur de l'Iran.

Un seul homme a la haute main sur toutes ces opérations clandestines : le sous-secrétaire à la Défense chargé du renseignement, Stephen Cambone, un néoconservateur que beaucoup considèrent comme le véritable bras droit de Rumsfeld. Un homme « de l'ombre », selon un de ses collaborateurs, littéralement fasciné par le potentiel que représente le MEK : en termes de renseignements sur le programme nucléaire iranien, mais aussi parce qu'il est le seul à pouvoir mener des actions terroristes capables d'inquiéter les dirigeants de Téhéran. Cambone a également négocié avec les responsables pakistanais et obtenu le feu vert du président Mucharraf pour que les moudjahidin puissent opérer depuis la province du Baluchistan.

Interrogé par un journaliste au cours du point de presse quotidien, le porte-parole de la Maison Blanche, Scott McClellan, nie toute implication de l'Administration.

« — De nombreux rapports, demande un journaliste,

1. Propos recueillis par l'auteur, mars 2007.

révèlent des opérations de basse intensité menées à l'intérieur de l'Iran, à partir de trois zones différentes. Le PKK [mouvement indépendantiste kurde] sur la frontière de l'Irak, le MEK à la frontière sud de l'Irak et également certaines opérations provenant du Baluchistan. Les États-Unis ont-ils une politique ? Il existe aussi des rapports dont je sais que vous ne les commenterez pas, sur de possibles opérations menées par des Forces spéciales en Iran.

« — Nos politiques à l'égard de ces organisations n'ont pas changé, réplique le porte-parole de la Maison Blanche [...]. Nous les considérons toujours comme des organisations terroristes.

« — Et nous n'aurions jamais coopéré avec eux, en termes de... ?

« — Notre politique n'a pas changé », coupe McClellan¹.

Auvers-sur-Oise, avril 2007. L'homme qui nous rejoint dans le jardin de cette propriété, située à deux cents mètres de la place de la Mairie, est un proche collaborateur de Maryam Radjavi... La quarantaine, fine moustache, lunettes imposantes, il oppose à mes questions les mêmes dénégations que le porte-parole de la Maison Blanche : « Nous n'avons aucun contact avec les États-Unis et nous ne menons pas, avec leur aide, d'opérations à l'intérieur de l'Iran. » Il affiche le même sourire contrit à chaque nouvelle interrogation. « Non, nous ne recevons aucune assistance financière de Washington. » Une opération militaire américaine en Iran ? Ses doigts effleurent l'anse de la tasse de café posée devant lui : « Notre position est très claire : nous sommes contre toute intervention étrangère, je dis bien toute²... »

1. Maison Blanche, conférence de presse, 3 mai 2006.

2. Propos recueillis par l'auteur, avril 2007.